



**Pierre Lasbordes**

Député de l'Essonne,  
Secrétaire national UMP, chargé de la Recherche et de l'Innovation

# Lever les freins sur la Recherche

**P**ierre Lasbordes, secrétaire national chargé de la Recherche de l'UMP, invité d'honneur du petit-déjeuner du **club Lamennais** du mardi 27 mai, sur le thème « *La Recherche publique et privée* », organisé conjointement par le **Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France** (CNISF), présidé par Xavier Karcher, et la lettre **Horizons politiques**, et animé par son rédacteur en chef François Gervais, a reconnu qu'il n'avait pas la « *fièvre chercheur* » mais s'est engagé, en tant que rapporteur de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale sur le budget de la Recherche, à prendre, « *un par un* », les freins qui entravent notre Recherche pour les « *lever* ». « *Si l'on veut avoir une recherche publique performante, il faut lui donner les moyens, pas uniquement financiers, de fonctionner* », a-t-il affirmé. De fait, cet ancien directeur commercial de chez **Bull** est un homme pratique, opiniâtre, doté d'une grande persévérance. En 1997, quand il a promis à ses électeurs de la 5<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne de leur apporter le synchrotron à Orsay, personne ne le croyait. Et pourtant, il a réussi. Tout au long de cette rencontre, en répondant aux questions des ingénieurs, il a fait preuve d'une détermination identique à redresser la



Pierre Lasbordes et Xavier Karcher

barre après un « *budget* » qu'il a reconnu « *décevant pour le monde de la recherche* » en 2003.

Il serait souhaitable, en effet, que le gouvernement et les parlementaires redoublent de vigilance et prouvent qu'au-delà des déclarations d'intention, ils ont réellement la volonté de miser sur la recherche qui reste, comme l'affirme la ministre déléguée Claudie Haigneré, « *une priorité pour le gouvernement* ». Chacun sait, en effet, que la moitié de la croissance économique d'une nation dépend aujourd'hui de son potentiel de recherche et d'innovation et que ce sont les pays qui ont le plus investi dans ce secteur-clé qui ont vu le nombre de leurs demandeurs d'emploi reculer le plus au cours de ces dix dernières années (Irlande, Danemark, États-Unis et Canada). Pierre Lasbordes, qui ne se gargarise pas de mots, préfère rencontrer sur le terrain des directeurs de laboratoires ou des ingénieurs « *transfèreurs de technologie* », comme il l'a fait au cours de ce petit-déjeuner du **club Lamennais**. Un dialogue fructueux s'est ouvert avec cet homme de terrain qui sait de quoi il parle puisqu'il est l'élu de la circonscription qui abrite le plus grand nombre de chercheurs en France.

## « On traîne »

Le secrétaire national de l'UMP à la Recherche a reconnu, après ce budget 2003 « *décevant* », que le gouvernement ne pourrait pas avoir la même démarche pour 2004. « *Cela fait un an que l'on est au pouvoir. On traîne, a-t-il reconnu. En termes d'image, ce n'est pas bon. Il faut faire vite.* » Il a indiqué, par exemple, que le plan Innovation du gouvernement avait été bien ressenti après une large consultation mais qu'il n'allait « *sortir* » concrètement qu'à la fin de l'année. « *Je considère que l'on a perdu un an et l'effet retombe* », a-t-il regretté. Pierre Lasbordes connaît fort bien les principaux « *freins* » au développement de notre recherche :

une organisation très désuète qu'il est difficile de faire bouger, un statut protecteur pour les chercheurs dont l'absence de souplesse représente un handicap pour la mobilité et, surtout, un carcan administratif qui enserme totalement ce secteur placé entièrement dans le monde concurrentiel.

Pour lever ces blocages, il a suggéré à la ministre déléguée à la Recherche d'écrire aux directeurs de laboratoires pour leur demander de lui faire connaître la liste des freins dans la consommation des crédits de la recherche publique. Il a recommandé aussi à Claudie Haigneré de s'engager à lever 95% de ces freins. « *La lettre du ministère est partie mais les directeurs d'établissements n'ont pas rendu leur copie* », a-t-il souligné. Ce qui ne l'étonne pas car, selon lui, la distribution des crédits n'est pas effectuée actuellement de façon cohérente ni égalitaire pour tous. Les uns se permettent de garder des « *cagnottes* », d'autres ne distribuent que 20% de crédits en début d'année ce qui ne permet pas d'assurer le quotidien. « *Le jeune directeur de*



*laboratoire qui a du mal à gérer ses hommes et sa recherche, ne sait pas de quoi demain sera fait. C'est pour cela qu'il est dans la rue* », a-t-il ajouté.

## Sortir la Recherche des marchés publics

Le député de l'Essonne s'est fixé un objectif : celui de « *libérer* » la Recherche française du code des marchés publics qui la met en « *état d'infériorité par rapport à ses concurrents étrangers* ». Il a proposé à Alain Lambert, ministre du Budget, de faire un test grandeur nature... dans un grand laboratoire (à Gif-sur-Yvette dans sa propre commune qui abrite une grande délégation du CNRS) et d'en tirer

ensuite les conclusions. « *Libérons la Recherche du code des marchés publics et faisons des contrôles a posteriori très stricts. Si on faisait cela, le monde de la Recherche nous en*



*serait reconnaissant beaucoup plus que si l'on donnait 2% ou 3% d'argent public en plus* », assure-t-il. Son espoir est de convaincre Alain Lambert qui lui paraît quelqu'un d'assez ouvert et Francis Mer qui est, à ses yeux, « *un grand ministre car c'est un homme d'entreprise qui a bien compris que Bercy doit suivre les électeurs et non l'inverse* ». Ce-la s'appelle mettre toutes les cartes sur la table !

## Calmer les esprits

Interrogé sur la décentralisation des personnels de l'éducation (TOS) et des remous que cela suscite dans les milieux

de l'Éducation nationale, le secrétaire national de l'UMP à la Recherche a reconnu « *une forte incompréhension* ». Il a précisé pourtant qu'il s'agissait là de l'un des « *acquis* » des Assises nationales de la décentralisation. Il s'est étonné que le monde de l'éducation, pourtant concerné, n'ait pas participé suffisamment à ces Rencontres. « *Cela lui aurait évité de découvrir aujourd'hui ces orientations prises mais qui, a-t-il précisé, n'ont pas été traduites dans la loi. Il faut calmer les esprits, faire de la pédagogie. Ces personnels n'ont pas été suffisamment associés. On va le faire afin de rechercher non pas un consensus général, car il y aura toujours des réticences, mais un accord global.* » Ce transfert des personnels de l'éducation qui ne pourra être effectif avant septembre 2005 doit s'effectuer, selon lui, « *en douceur* » après une large concertation. « *Ce n'est pas une reculade, a-t-il, précisé, car, si le transfert aux départements et aux régions du patrimoine des collèges et des lycées a été un succès, il est normal que les personnes qui travaillent dans ce cadre-là soient transférées. Cela ne remet en cause aucunement le service public* », a-t-il conclu sur ce point.

Le député de l'Essonne a été catégorique, en revanche, sur la nécessité de faire voter une loi sur le port du foulard à l'école. « *Je suis pour l'interdiction du foulard à l'école* », a-t-il dit. « *Je veux une loi car ce n'est pas aux responsables d'établissements ni aux proviseurs de décider. C'est au Parlement de le faire. On ne va pas leur laisser cette responsabilité qui est trop lourde pour eux. À chacun son métier !* » Pierre Lasbordes se préoccupe aussi de la réforme de l'État qui lui paraît, après celles de la sécurité et des retraites, le domaine où les Français attendent le gouvernement au tournant pour le juger. Voilà un député de base de l'UMP qui mérite d'être écouté par ceux d'« *en haut* » !